

Notes de lecture sur *La Machine-Ecole*¹

L'école est un sport de combat

Philippe Cadiou

Ce témoignage au tournant du vingt-et-unième siècle, qui médite sur l'histoire de l'école en France, et sur l'expérience politique de ses réformes est un point de rendez-vous avec notre histoire. La machine-école est un livre qui ne se referme pas sur sa dernière page. Il serait plus juste de dire qu'il s'ouvre sur sa dernière page.

L'épisode le plus marquant et peut-être le plus énigmatique des dernières années de notre histoire est incontestablement le passage-éclair de Claude allègre au ministère de l'éducation Nationale. Interrogez un enseignant qui a plus de dix ans d'ancienneté, il s'en souvient. Et s'en souvient souvent plutôt en mal...

Ce ne sont pas tellement les attaques du ministre contre le système et les enseignants (absentéistes, fainéants etc.. ça ne s'était jamais entendu à ma connaissance) qui ont été perçues comme des blessures, c'est le lâcher-prise de la gauche (réel ou supposé) sur le monde enseignant qui a été reçu comme un coup très dur à encaisser.

Le « Mammouth » de l'époque est aujourd'hui largement dégraissé. Il continue de perdre de son ossature. C'était un Mammouth de papier.

A partir de là, les choses se sont dégradées de plus en plus. Un certain populisme a gagné la question de l'école, à défaut de faire de l'école une cause populaire...

La gauche, à notre connaissance, n'a jamais rectifié le tir, bien au contraire, elle a continué dernièrement de divulguer des informations ambiguës (comme la dernière attaque de madame Royale visant les cours particuliers) qui montrent que le malaise n'a jamais été perçu par ceux qui nous gouvernent à sa juste mesure.

Appelons cela « *l'énigme du désir* », l'énigme du désir de la gauche. Ce désir devenu tout à coup illisible pour beaucoup. On attendait une parole qui n'est jamais venue. Et c'est peut-être trop tard maintenant.

J'ai été personnellement témoin d'un désespoir immense, d'une déception politique à grande échelle, d'une immense cassure y compris chez moi à l'époque – aujourd'hui j'en ris². Il est difficile de comprendre pourquoi vos amis politiques, ceux sur qui vous comptez et que vous aimez, vous insultent et se taisent ensuite sur l'affront qui a été fait. Jamais quelqu'un à gauche n'a pu dire : « Bon écoutez, c'était une erreur, on recommence sur de nouvelles bases... ». Et c'est pourquoi Lionel Jospin n'a pas eu les voix qui lui manquaient aux élections du premier tour de 2002.

¹ Philippe Meirieu et Stéphanie Le Bars, Gallimard, collection folio/actuel, 2001.

² C'est la loi des trois « r » chez Jacques Lacan : « ça rêve, ça rate, ça rit ».

Ce qui a profité au pire. C'est du moins l'analyse que beaucoup d'enseignants font autour de moi.

Peut-être pas l'analyse officielle.

-o0o-

La *machine-école* reprend les intentions du ministre et remet de la cohérence du côté du discours du ministre. Et l'on comprend mieux la situation telle qu'elle s'est présentée objectivement à Claude Allègre et à ses conseillers.

On se dit aussi que l'on est passé à côté d'une chance historique de réformes et que Philippe Meirieu a été utilisé plus qu'il n'a été pris au sérieux.

Le virage social et pédagogique de l'éducation a été manqué dans sa forme même.

Un temps de concertation entre enseignants plus long, moins d'élèves par enseignant, moins d'heures de cours et plus d'heures de suivi individuel, cela manque aujourd'hui cruellement et dans les circonstances de notre temps nous ne voyons pas une réforme se profiler capable d'une telle ambition. Cela manque d'autre part dans une réforme plus générale du cadre de la démocratie. Ce cadre qui est l'enjeu des réformes de demain.

Dans cette histoire, la pédagogie n'a jamais été prise au sérieux. D'abord dans le monde politique mais aussi dans le monde universitaire condescendant et garant d'une forme d'élitisme aujourd'hui probablement dépassée : « l'élitisme révolutionnaire », celui de l'universel abstrait.

« L'élitisme révolutionnaire » de l'université n'est pas « l'élitisme sélectif » des grandes écoles, le seul qui ait la vie dure et qui soit le produit de la reproduction sociale la plus rigide (malgré les prises de conscience ici ou là qui naissent comme dans le discours de Carole Diamant – discours auquel nous rendons hommage). L'élitisme révolutionnaire dont il existe de très brillants défenseurs (que l'on range à tort du côté conservateur et que j'aime moi-même énormément) marche avec la croyance du pouvoir subversif du discours de l'université. Ce discours fonctionne avec la transmission des idéaux révolutionnaires et socratiques de la connaissance. Des idéaux cohérents mais difficiles dans notre époque. L'université a elle-même plusieurs missions : celle de la connaissance et celle de la professionnalisation. Il se peut que la professionnalisation l'emporte désormais à grande échelle dans une société dont les rapports de production sont en perpétuel remaniements.

Ce remaniement échappe à tous les acteurs de l'école quels qu'ils soient et n'a pas de « responsables » directs (et surtout pas les hommes politiques souvent brillants qui nous gouvernent) sinon le discours capitaliste lui-même qui est le discours producteur de notre temps.

Mais nous trompons-nous de clivage lorsque nous opposons les enseignants républicains aux enseignants pédagogues et ce clivage dans les croyances n'est pas très opérant : la *machine-école* le montre bien. Le vrai danger n'est pas dans ce type de division et d'opposition.

La question est « à quoi sert l'élitisme aujourd'hui ? »

A produire de l'idéal ? A produire de la connaissance dans le grand nombre ? A reproduire des élites de classe ? A construire du sens commun et de la conscience collective ?

Tout se passe comme si l'élitisme républicain ne servait plus qu'à la reproduction sociale et n'avait plus de lien avec les autres missions historiques de l'école et de l'université. Pierre Bourdieu est encore plus révolutionnaire aujourd'hui qu'à l'époque où ils dénonçait le phénomène de la reproduction sociale.

Il faut remettre de la perspective dans tout cela, prendre du champ, et reprendre la question dans une théorie plus large qui dépasse la sociologie et la pédagogie elle-mêmes. L'élitisme républicain est peut-être lui-même arrivé à épuisement.

Fin d'un « mythe national » dans une époque où la culture est redimensionnée par le MP3 et la télévision à la mesure de la marchandise. Elle devient répulsive et étrangère pour le grand nombre des jeunes aujourd'hui dont la culture vient du virtuel et de l'image. La marchandise est la mesure de toute chose et la « culture » elle-même, celle de l'école, y laisse des plumes. Dans ces conditions que peut l'école ?

Un exemple actuel très important : on fait diversion avec Mai 68 pour mieux dissimuler l'extrême puissance du discours capitaliste qui dérègle l'éthique de la connaissance dans les élites pour une nouvelle économie : celle du profit débridé de la finance (et non de l'activité du travail !). Ce n'est peut-être pas conscient. Il y eu une époque très ancienne (40 ans) où les intellectuels existaient par leurs théories. Aujourd'hui les élites nous gouvernent avec des images et non des concepts. Elles se rangent du côté du profit débridé. Il y a peu de chance que les intellectuels aient ce rôle aujourd'hui. 68, ce mouvement gauchiste prolétarien, a tous les torts, vous l'avez remarqué ? Il a joui sans entrave, il a interdit d'interdire, perte de l'autorité, perte de la référence au maître, nivellement, relativisme etc. Alors que c'est exactement cela qui est l'effet de la dérégulation capitaliste aujourd'hui. La ficelle est grosse !

Et pourtant pas un mot sur le capitalisme. Alors que la jeunesse gauchiste et situationniste de l'époque, savait quelque chose du capitalisme que nous ne savons plus et elle écrivait sa révolte, ne se contentait pas de la produire en images. Elle savait que la consommation allait devenir le seul discours politique dominant. Et c'est à cause de ce savoir qu'on torpille les « gauchistes » évidemment devenus réactionnaires, puisque le seul discours du progrès aujourd'hui est du côté de la privatisation et des profits contre le « social ». La nostalgie de 68 est elle-même très intéressante parce qu'elle est recyclée en images par le système qui la déteste le plus, on la fige dans le passé, c'est une façon de dire que la révolte contre les puissants est indécente, elle permet au pouvoir de montrer que la jouissance est toujours là, qu'il faut continuer de la réprimer.

Nombreux sont les leaders politiques aujourd'hui du côté du retour de l'autorité confondue avec la répression. L'autorité n'a jamais disparue, elle s'est déplacée. C'est l'image qui fait autorité, pas le concept. C'est la maximisation du taux de profit qui fait autorité et non plus le monde commun. C'est l'objet qui fait autorité, et peut-être pas le savoir de l'objet.

Tous les acteurs de l'école constatent cela. Ils auraient tort de croire qu'il existe des coupables au « désenchantement » de l'école (a-t-il seulement existé une période enchantée pour l'école ?). Il aurait eu lieu avec ou sans 68.

D'autre part, ce désenchantement est inhérent au discours du capitalisme qui met l'objet aux commandes et non pas le langage. L'école est finalement peu crédible : elle produit du savoir et de la culture. C'est l'accès aux objets et leur production qui importe, pas tant le savoir qui est une perte de temps pour le modèle capitaliste lui-même.

Elle est intéressante, l'école, pour une élite qui espère s'y reproduire. Elle ne l'est plus pour tous ceux qui mettent le discours du maître du côté du capitalisme et non du côté du savoir de l'école. Les deux ne se rejoignent pas, et c'est tout à l'honneur de l'école. C'est pourtant là qu'elle a son mot à dire, qu'elle est plus que jamais subversive par effet de surprise. Car l'être humain n'est pas programmable entièrement par le discours social ou économique qui le fait être. Il a rendez-vous avec lui-même et avec son désir de sujet qui le particularise.

A en croire les « conservateurs » (ou les nostalgiques d'une époque où le « libéralisme » ne signifiait pas « débridement » alors qu'ils sont eux-mêmes des partisans du monde libéral et ne sont donc pas des conservateurs) ce sont les pédagogues qui ont dérégulé l'école, important avec eux une certaine idéologie 68. Là encore on se trompe. Comme si l'école n'était pas soumise aux lois du capitalisme qui s'imposent à tous ! Comme si l'on pouvait extraire le sujet contemporain de la déconstruction dans laquelle il est placé socialement. Nous sommes dans le lit d'un fleuve. On peut rêver de prendre un fleuve à revers (la Russie soviétique s'y est essayée dit-on autrefois)... Il faut s'attendre au pire avec celui qui refuse le devenir pour l'être nous dit le philosophe.

Il y a ceux qui accompagnent le fleuve dans son flux sans s'y perdre pour autant...

Mais dans tout cela le rejet de la pédagogie est plus qu'une injustice.

La pédagogie est l'éthique de l'enseignement. Les pédagogues sont de très grands passeurs, ce sont des *fous de transmission*. Ils ne se contentent pas d'être des *fous de savoir*, ils se posent la question fondamentale du faire-savoir comme une question solidaire du savoir lui-même.

Ils pensent donc que la « méthode de passation » est peut-être plus essentielle que le contenu qui ne se suffit pas à lui-même.

Ils ont connu les milieux populaires hostiles et ont pris parti pour leurs élèves contre la logique de l'universel abstrait. Ils ne croient pas en la mystique de l'universel abstrait et ont compris que la connaissance n'a lieu d'être que si elle donne lieu au sujet qui s'en empare. Connaître, c'est naître avec, naître à partir de. Ils partent donc du sujet pour construire avec lui de la connaissance. Quoi de plus logique, de plus socratique en somme ? Chaque élève demande que soit ré-inventée une pédagogie pour lui-même.

La pédagogie ne se contente pas de buter sur la question de l'universel abstrait, elle bute sur la question de la massification.

Massifier l'élitisme est anti-pédagogique dans la mesure où un seul discours pour tous n'a aucune chance de s'adresser à tous. Chaque sujet est un cas à part si l'on veut s'en occuper. Pourquoi adhérerait-il nécessairement à nos idéaux ?

L'élitisme d'autre part produit de l'exclusion à coup sûr et d'avance exclut une partie du groupe d'élèves. Il est urgent de penser une transmission qui tiendrait compte de la particularité de chacun et construirait à partir de chacun du discours universel. C'est tout l'enjeu de la révolution copernicienne de la pédagogie. L'enseignant pédagogue a les mêmes objectifs que l'enseignant républicain mais ils ne partagent pas le même point de vue sur les moyens et ne développe pas la même éthique.

La pédagogie n'est pas une méthode officielle, un discours d'Etat, un discours propre, elle est une attitude, une éthique de l'universel qui tient compte du particulier en chacun. Elle fabrique des outils transitoires et charge chaque enseignant d'inventer les siens.

Elle est donc l'exacte complémentarité de la massification, son complément et sa raison d'être. Elle reconnaît la nécessité d'un sujet du savoir au-delà du savoir. Elle est l'avenir de l'enseignement, l'essence de l'enseignement dans une société qui prend en compte la différence et ne se contente pas d'un rapport mécanique à l'universel, elle y inclut du sujet. Elle est d'autre part le chaînon manquant qui permet de passer de la massification à la démocratisation réelle de l'enseignement. Sinon l'école est surtout enfermée dans une massification formelle, très mortifère.

Voilà pourquoi elle invente des méthodes actives, varie les supports, invente de nouveaux systèmes de transmission non magistraux, privilégie l'expérience et le tâtonnement expérimental, le raisonnement inductif, l'invention, la découverte, met toujours l'élève en situation de produire et de construire ses apprentissages à l'épreuve de l'expérience. Et voilà pourquoi elle dérange le traintrain de l'enseignement ritualisé. Le savoir est action, invention, provocations d'expériences nouvelles et pas seulement répétition et contrôle de la répétition. Tout l'esprit de l'école change. L'accent est moins porté sur le programme que sur l'acquisition des concepts fondamentaux et l'interrogation de l'expérience. Les questions de la vie concrète et existentielle sont convoquées. La pédagogie pose la question de l'invention, du partage et de la ré-invention du savoir par celui qui le reçoit en dehors de la ritualisation du programme scolaire.

Ce rapport mécanique et formel à l'universel, c'est cela la machine-école et c'est à cela que s'oppose la pédagogie comme une dérive. La métaphore est magnifique ! « Machine taylorienne » dit Philippe Meirieu.

Oui, machine à produire de l'élève standard, machine à injecter du programme standard, machine à intégrer dans une société standard... L'importance de la sociologie de l'école est au coeur du processus. Non que la sociologie l'ait voulu comme telle, mais cette « machine institutionnelle » devient une machine abstraite, sans sujet, machine à "socialiser" l'individu (dans une époque où les grands idéaux collectifs sont mis en examen sur le fil du rasoir), machine à recycler les savoirs et les rendre purement abstraits...l'abstraction d'une machine purement formelle, sans sujets (ni enseignants, ni élèves), purement administrative...

Il y a eu ce changement chez les cadres de l'éducation qui nous échappe à tous (et aux administratifs eux-mêmes, dans mon entourage il y en a d'excellents qui

sont par ailleurs de proches amis) : ils sont devenus des managers de la machine avec une culture d'entreprise et tout à l'avenant : obligation de résultat, méthodes de management etc. Plus de soutien a priori aux enseignants c'est-à-dire à l'effort de culture en tant que tel ! Public-relations avec les parents et les élèves, gestionnaire de l'image de l'établissement entreprise (mouvement qui va s'amplifier).

Pauvre entreprise, comme si elle était la clé du problème humain dans son ensemble ! Quel rôle n'aura-t-on pas fait jouer aux entreprises ! Que l'entreprise soit une machine taylorienne, cela nous pouvons l'admettre : elle doit se défendre contre les agressions du marché, elle doit avancer en ordre de bataille, elle doit sauver sa peau dans la guerre économique mondiale. En cela, elle n'est pas détentrice du monopole de l'humanité et ce serait une injustice de notre part de lui demander de le devenir à part entière quand elle dépend de facteurs non directement humains (et pourtant elle doit se donner plus que jamais un horizon de l'homme).

Que l'école de son côté soit perçue sur le modèle de l'entreprise, là c'est une nouvelle injustice : elle n'est pas devant un marché, elle a affaire exclusivement à des questions humaines, elle n'a pas à cautionner la guerre économique mondiale comme référence de son effort.

D'un côté le "tout social", de l'autre le "tout économique". Il s'agit des deux faces d'une même monnaie, du social à l'économique, il y a pas d'interface.

L'enseignant devient un exécutant de la machine, il « exécute » un programme (sa partie de la chaîne de montage) - programmes extraordinaires qui ne permettent jamais de s'occuper des élèves en difficultés et les disqualifient d'avance - le tout dans un système rigide, codifié, figé par des normes qui rendent une profession incapable d'évoluer. Résultat : la *machine-école* est une machine à infantiliser les élèves et les enseignants. Les prises d'initiatives sont très difficiles à cause de la folie des programmes.

Autre caractéristique : cette machine de toute évidence *peut tout recycler*, même les idéaux révolutionnaires, même les idéaux pédagogiques eux-mêmes et continuer de s'administrer quoiqu'il arrive. C'est son rôle, sa responsabilité, celle de l'intérêt général collectif qu'il est fondamental de fixer.

Mais alors cette accumulation de la bureaucratie devient elle-même impossible à gérer pour elle-même. Elle subit des pathologies aussi lourdes que celles de l'enseignement. Cette machine à tous les niveaux aujourd'hui est arrivée à un tel degré d'inflation que l'on ne pourra pas continuer comme cela sans la réformer de fond en comble. Une règle la gouverne : *en faire toujours plus sans rien enlever de ses anciennes missions*, on en rajoute de nouvelles exactement comme pour les programmes : *toujours en rajouter sans rien enlever*. On a donné énormément de missions nouvelles aux enseignants (qui sont par ailleurs tout à fait nécessaires) sans se rendre compte que l'on rendait encore moins possible la transmission des programmes car si les enseignants souffrent, les élèves souffrent encore plus de la situation. Les élèves des systèmes étrangers ne veulent plus venir dans le système français qu'ils trouvent trop rigides et trop autoritaire !

La souffrance enseignante dit quelque chose de la souffrance des élèves et des familles. Or la logique politique a tendance à ramener cette parole à la plainte élitiste sur le niveau. Les enseignants ont changé. Ces changements avaient commencé au moment où Claude Allègre les avait insultés en les enfermant dans leur

plainte corporatiste. Il a joué à ce moment-là avec des réflexes populistes jouant les parents contre les profs, et sur le plan idéologique jouant les sciences dures contre les sciences humaines !

Cela ne signifie pas qu'il faille mettre de côté la plainte des parents d'élèves et la plainte des élèves. Mais il faut tenir à égalité de droit et d'écoute les discours des uns et des autres. Or il n'est pas sûr aujourd'hui que cette égalité soit respectée. L'enseignant est souvent négligé au profit des autres acteurs du système. On a peut-être alors renversé une situation de toute-puissance en situation de sous-puissance. Ce n'est pas mieux. La démagogie n'est pas encore la démocratie. La démocratie gagne du terrain à l'école, c'est incontestable. Il ne faut pas non plus revenir en arrière et faire de l'école un lieu d'initiés, réservé seulement aux experts et aux professionnels de l'éducation et de l'instruction. La démocratie signifie que l'école doit devenir un lieu populaire que chacun doit pouvoir s'approprier sans se laisser intimider par elle, un « lieu commun » concernant l'intérêt de tous et de chacun en particulier. Cet horizon est encore très lointain dans la démocratie contemporaine.

Enfin cette machine peut très bien fonctionner dans notre monde sans idéaux pédagogiques fondamentaux, c'est-à-dire sans logique de l'homme, sans la logique du sujet, sans aucune cohérence avec elle-même.

Tout le travail à venir pour l'école est à cet endroit. Qu'il soit fait à droite ou à gauche. Il ne s'agira pas seulement de donner les moyens suffisants. Il n'y a pas de logique du démantèlement et les moyens seront toujours-là avec des appréciations différentes selon les gouvernements, ces avis contraires sont l'essence même de la démocratie, il y a des hommes remarquables partout. Mais les moyens réels ne suffiront pas. Il faudra remettre en scène politiquement l'enseignement dans le transfert collectif de la démocratie, si c'est encore possible. Aller vers une éthique de la connaissance, donner l'envie de l'école, l'envie de l'éducation et surtout de l'autoéducation : ce problème échappe à l'école elle-même. Donner du sens à l'école contre la toute-puissance du discours capitaliste qui conditionne la jouissance du sujet à la seule aliénation à l'objet.

L'école se calque sur le transfert politique qui est lui-même en mauvaise posture aujourd'hui. L'exemple viendra probablement des hommes politiques eux-mêmes, de leur rapport à la dette symbolique, aux savoirs à venir. Les enseignants d'aujourd'hui et demain sont ceux qui auront fait une véritable révolution démocratique sur eux-mêmes. Et cette révolution concerne la pédagogie comme l'essence même du partage de la ressource du savoir commun. Seule la pédagogie peut transformer la massification en démocratisation effective. La pédagogie est la condition de possibilité de la démocratie.

Un mot encore sur la noblesse de la fonction politique aujourd'hui dans la tourmente et elle-même déclassée par le discours capitaliste.

Il est difficile de réformer une institution comme l'école et nous pouvons comprendre maintenant en un tout autre sens le mot de Claude Allègre sur le « Mammouth » : réformer une machine impossible, une machine réelle avec une force d'inertie très lourde.

Nous devons reconnaître qu'il faut énormément de courage politique pour inventer en démocratie de l'institutionnel. Que cela nous serve aussi de leçon et

nous permette de saluer l'aspect héroïque de ces individus hors pairs qui consacrent leur vie à l'intérêt commun.

Il fallait du courage à un savant et à ceux qui l'accompagnaient pour secouer l'inertie d'une époque.

En 1997, un ami du SGEN m'avait dit sur le ministre : « il plombé les questions pour 10 ans ». Phrase prophétique ! 10 ans ont passé et les questions se réveillent... L'intelligence de cet homme, Claude Allègre, dont j'ai lu quelques livres a été par la suite d'un grand éclairage. Les provocations a posteriori ont eu leur effet et ont réveillé le besoin de penser la complexité de cette machine et de ses ramifications dans le réel.

La *machine-école* nous ramène au seul problème posé par l'existence des réformes politiques à venir de nos institutions : Quelle école pour quelle démocratie ? Et d'abord qu'est-ce qu'une démocratie ? Un simple régime d'experts dans une technocratie ? Démocratie formelle ou démocratie politique ? La question démocratique est suspendue à la question de l'école.

Il n'y aura pas d'école sans projet de société ni de société sans projet d'école.

Ce n'est pas là le moindre mérite de ce livre de le montrer. Ce livre qui décrit avec finesse les parties inextricables de la machine, fait de la topologie.

Il dit quelque chose de nous, de nos espoirs et de nos urgences, de nos attentes face à l'inespéré, du faisable et de l'infaisable.

Face à la question de « l'échec », ici « l'échec » politique des réformes (si s'en est un), je dirais qu'il n'est jamais derrière nous, l'échec est notre chance, il nous donne la condition de notre avenir. A condition de re-venir dessus, nous avons alors la possibilité de le transformer plus tard en de-venir. Cette réforme, celle du projet Meirieu, sous le ministère de Claude Allègre, souhaitons qu'elle vienne inspirer les prochains projets fondamentaux de l'école.